



La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), basée à Lomé, en République Togolaise, recherche des candidats qualifiés, citoyens de la Communauté, pour pourvoir le poste ci-après dans la catégorie professionnelle.

Poste	Principales fonctions et responsabilités	Qualifications, expérience et compétences requises
<p>JURISTE - ANGLOPHONE (GRADE P4)</p>	<p>Description du poste</p> <p>Sous la supervision directe du chef de la Division Juridique/Conformité, le juriste aura pour responsabilité de fournir des services juridiques au département des opérations du secteur privé de la Banque pour le financement et le développement de projets dans les pays anglophones de la CEDEAO.</p> <p>Tâches</p> <ul style="list-style-type: none">• Examiner et veiller à ce que les dispositions relatives aux institutions de financement du développement (IFD), aux obligations environnementales et sociales et aux sanctions soient prises en compte dans tous les financements et à ce que les listes de contrôle correspondantes soient actualisées,• Évaluer les financements de projets du secteur privé afin de s'assurer que tous les risques juridiques, réglementaires et environnementaux sont bien pris en compte dans la structuration des transactions,	<ul style="list-style-type: none">• Un Master en droit (LLM), une spécialisation en droit bancaire, financier ou des affaires est souhaitable,• Un minimum de sept (7) ans d'expérience après formation au sein d'un cabinet de conseil juridique ou financier ou d'une institution financière,• Une qualification et/ou une expérience en droit anglais/<i>Common law</i> est souhaitable,• Une expérience en financement et développement de projets ;• Une aptitude à exercer un jugement indépendant et à fournir des conseils juridiques pratiques ;• D'excellentes compétences interpersonnelles et une capacité à travailler en équipe avec des professionnels d'autres domaines,• Avoir des normes éthiques élevées, une intégrité irréprochable et un sens profond de l'équité,

	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le suivi permanent et formuler des avis sur les questions juridiques relatives aux transactions conclues de temps à autre, • Traiter les aspects juridiques des rôles d'agent de la facilité et d'agence de garantie relatifs aux transactions de la banque, • Traiter les aspects juridiques des prêts et actifs restructurés et non performants, • Traiter les aspects juridiques des investissements de la Banque et les questions transactionnelles, couvrant le financement de projets et les transactions de conception de projets, • Structurer les transactions pour en assurer la conformité avec le mandat, les politiques et les objectifs de la Banque et apporter des solutions innovantes et pratiques aux questions juridiques relatives aux transactions et aux activités de la Banque, • Traiter les aspects juridiques du processus d'approbation des transactions de crédit, • Rédiger, examiner et négocier des <i>term sheets</i>, des protocoles d'accord, des lettres de mandat, des accords de projet, des accords de financement et de garantie, • Examiner les conditions préalables au décaissement et coordonner la finalisation du financement, y compris la réalisation de la garantie selon les exigences de la juridiction locale, 	<ul style="list-style-type: none"> • De solides compétences en organisation, en planification du travail et en programmation, capacité à traiter un grand nombre de missions avec précision et rigueur tout en conciliant plusieurs délais, • Une connaissance et une solide appréciation du financement de projets et des opérations de prêt, • Une capacité à effectuer des vérifications préalables sur les transactions financières, notamment le financement de projets, le financement structuré et le financement des entreprises, • Une bonne connaissance et compréhension du cadre juridique mondial (droit des affaires et droit commercial), • Une capacité à réfléchir de manière stratégique et globale et à appréhender l'impact systématique des différentes politiques, problématiques et solutions juridiques, • Un esprit d'analyse, un sens de l'organisation et une capacité à travailler dans un environnement multiculturel et à s'adapter aux différences culturelles, • Une capacité à prendre des initiatives, une bonne discipline et une capacité à travailler sous pression, • Une capacité à gérer une équipe dans un environnement multiculturel, à développer de bonnes relations avec les autres membres du personnel, à transmettre des connaissances et à déléguer des tâches et des responsabilités, à superviser et à prendre des décisions,
--	---	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des contributions techniques, y compris, mais sans s'y limiter, l'analyse juridique, la rédaction de politiques et l'élaboration de procédures, • Exécuter d'autres tâches/assumer d'autres responsabilités qui lui sont confiées de temps à autre par le directeur du département juridique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des connaissances en droit et risques environnementaux sont un atout supplémentaire, • D'excellentes compétences en communication écrite, en rédaction et en communication orale, • Une bonne connaissance du français serait souhaitable.
--	--	--

❖ AUTRES EXIGENCES

- Être ressortissant de l'un des États membres de la CEDEAO,
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, Access et Power Point),
- Parler couramment le français et/ou l'anglais et/ou le portugais, et maîtriser l'une des deux autres langues.

❖ LE DOSSIER DE CANDIDATURE DOIT COMPORTER LES PIÈCES SUIVANTES :

- Un curriculum vitae détaillé,
- Une lettre de motivation,
- Copies des diplômes académiques et certificats professionnels,
- Une copie de la carte nationale d'identité ou du passeport,
- Une copie de l'acte de naissance.

Les candidats intéressés doivent soumettre leur candidature au plus tard le 15 novembre 2024, par courriel à l'adresse : recrutbidc@bidc-ebid.org, portant en objet la mention « **PROGRAMME 2 DE RECRUTEMENT 2024 - JURISTE ANGLOPHONE** ».

N.B : Seuls les candidats présélectionnés seront invités à un entretien. La BIDC se réserve le droit de retirer la vacance de poste publiée ou de proposer un poste à un grade inférieur. Les candidatures féminines sont vivement encouragées.